**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse
**Band:** 129 (1984)
**Heft:** 2

**Artikel:** Approche de la stratégie
**Autor:** Le Borgne, Claude
**DOI:** https://doi.org/10.5169/seals-348588

**Nutzungsbedingungen**
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

**Conditions d'utilisation**
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

**Terms of use**
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF:** 08.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch**

# Approche de la stratégie

**par le général Claude Le Borgne**

Clausewitz, général, pontife de la stratégie et philosophe de la guerre, n'a pas publié de son vivant le magistral traité qui l'a rendu célèbre. C'est sa tendre épouse Maria qui l'a fait, entourant cette publication de précautions, seul le chapitre 1 du livre I (l'ouvrage comporte 8 livres) ayant été considéré par l'auteur comme satisfaisant. Cette discrétion, il faut l'expliquer: j'y vois deux raisons qui nous introduiront dans notre sujet.

La première, c'est qu'un militaire – comme Clausewitz – qui parle de stratégie sans avoir commandé en chef, et avec succès, sur un théâtre d'opérations, ne peut se défendre d'une certaine mauvaise conscience; il risque de passer pour intellectuel, ce qui, pour un homme de guerre, est presque une insulte.

La seconde raison, plus intéressante, c'est le vague de la matière dont on traite. L'objet stratégique est difficilement saisissable et tous ceux qui en ont parlé, fût-ce avec autorité, ont en même temps fait preuve de modestie. C'est Clausewitz donc écrivant: «Les théories systématiques de la guerre ne sont qu'un tissu de banalités, de lieux communs et de radotages tout en prétendant être cohérentes et complètes.» C'est Napoléon: «La guerre est un art simple et tout d'exécution.» C'est Foch lui-même, pourtant grand chercheur de principes, qui s'approprie le mot d'un théoricien prussien d'avant 70, Verdy du Vernois, arrivant sur le champ de bataille: «Au diable l'histoire et les principes: après tout, de quoi s'agit-il?» C'est Sun Tse enfin, stratège chinois un peu fantomatique mais fort à la mode, qui dit quelques siècles avant Jésus-Christ: «... les clés de la victoire. Il n'est pas possible d'en débattre à l'avance.»

Fort de l'appui de ces hautes autorités qui affirment elles-mêmes le flou de la matière dont elles traitent, flou artistique au sens propre, nous allons essayer, sans complexe, d'y voir un peu plus clair. Pour être sérieux, nous devrions définir d'abord ce qu'est la stratégie. Plaçons-la tout de suite et définitivement dans son milieu *constitutif*: l'opposition, l'hostilité de *l'autre*, ou des autres. Dans ce milieu, trois termes suggèrent une sorte de hiérarchie: politique, stratégie, tactique. Débarrassons-nous de la tactique qui ne ferait que nous embrouiller l'esprit. Et retenons la subordination de la stratégie à la politique, dans le sens commun de ces mots. L'homme politique, décideur du niveau national, fixe au stratège des buts «lointains». Au stratège de choisir, dans les limites imposées, les moyens et les actions qui permettront d'y parvenir, en dépit des oppositions. Ce choix de voies et de moyens de force conduisant à un but fixé, tel est bien – en particulier, mais

non exclusivement, en matière militaire – le propre de la stratégie. Ce que l'amiral Castex a très simplement et très parfaitement exprimé: «La stratégie, c'est se remuer intelligemment pour créer une situation favorable[1].»

Entrons maintenant dans le vif du sujet. Dans une première partie, nous allons voir ce qu'il faut penser des «principes de la guerre». Les ayant réduits à leur juste valeur, nous les illustrerons, dans une seconde partie, par deux cas concrets. La troisième partie nous amènera aux procédés susceptibles d'aider l'apprenti stratège dans la pratique de l'action, c'est-à-dire dans la prise de décision. Dans une quatrième partie enfin, nous quitterons le domaine étroit de la stratégie, mais pour la relier à ce qui la domine, l'oriente et la limite, soit la politique.

## I. Les principes de la guerre

Pourquoi les spécialistes, théoriciens et praticiens, ont-ils eu tant de mal à définir les principes qui devraient régir l'action de guerre et pourquoi ont-ils mis en garde leurs disciples contre une trop grande confiance dans ces principes? C'est bien évidemment le fait du «milieu» guerrier, de l'environnement dans lequel se déroule le phénomène guerre. Ce milieu, à la fois naturel et humain, caractérisé, je l'ai dit, par son hostilité, est particulièrement rebelle à l'analyse mathématique. On peut bâtir une théorie de la guerre élaborée dans un espace libre, idéal. Mais l'application de la théorie la plonge dans un univers réel qui en limite beaucoup la portée. La décision de guerre tranche dans l'aléatoire, l'incertain, l'inconnu, l'hostile. C'est, remarquons-le avec Clausewitz, le domaine même du jeu. Là est la joie, mais aussi le tourment du militaire. La joie, car (Clausewitz toujours) l'homme n'a de passion que pour le jeu. Le tourment, car la contradiction est grande entre le sérieux des motifs pour lesquels on se bat et le manque de sérieux des moyens opérationnels, tant matériels qu'intellectuels, qu'utilise le chef militaire. Faut-il donc baisser les bras et suivre tous ces joyeux sabreurs qui ne s'embarrassent pas de théorie? Certes non, mais ce qu'il faut, c'est cerner les principes *essentiels*, les réduire à une vérité pure et dure qui n'encombre pas exagérément l'esprit du sabreur efficace.

Or, si nous passons en revue les principes édictés par les bons auteurs, nous nous trouvons devant un fatras dépourvu de logique et tout à fait non opérationnel. En voici un inventaire sommaire:

— économie des forces (Foch)
— liberté d'action (id)
— sûreté (id)
— surprise (id)
— unité d'action (id)

[1] Amiral Castex, *Théories stratégiques*.

— concentration des efforts (Clausewitz et autres)
— action du fort au faible (Liddel Hart)
— action du fort au fort (Clausewitz), et (pourquoi pas)
— action du faible au fort (guerre révolutionnaire)

Aussi proposerai-je la simplification suivante. Un seul grand principe englobant: *l'économie des forces*. C'est l'équilibre *optimal* entre l'action principale, décisive, d'une part, et les actions de sûreté, d'autre part. On souligne optimal pour rappeler à nouveau qu'il ne s'agit nullement de mathématiques courantes, mais toujours d'une appréciation, donc largement subjective. On notera ensuite que l'expression économie des forces peut et doit s'entendre de deux façons: au sens moderne de l'économie d'un système, c'est-à-dire son articulation intelligente; au sens trivial, comme le dit l'amiral Castex, d'économie de la ménagère, soit en ne payant pas plus qu'il ne le faut pour obtenir ce que l'on veut. On remarque enfin que ce principe est bien, comme on l'a dit, «englobant» si on le confronte à ces mini-principes inventoriés plus haut: les opérations de sûreté procurent la liberté d'action et permettent, si elles sont justement dosées, la concentration des efforts, l'action du fort au faible, au pire du fort au fort; et l'économie dont il s'agit est quasi synonyme d'unité d'action. Bref, quand on a dit économie des forces, on n'a pas tout dit, mais on tient la tête d'un arbre logique auquel on peut raccrocher le reste, des principes secondaires aux procédés – que sont, par exemple, la nécessité de la mobilité et du renseignement.

On a donc ainsi dit beaucoup, mais pas tout. Et s'il est impossible d'enfermer la totalité de la stratégie dans un principe, quel qu'il soit, c'est qu'à la guerre on est au moins deux à jouer le jeu, dans une dialectique de l'arroseur arrosé et de l'enveloppeur enveloppé. Aussi, à côté de l'économie des forces, retiendrons-nous un élément majeur, que je ne sais où classer, qui est la recherche (et la hantise réciproque: deux de jeu, toujours) de *la surprise*. Plutôt qu'un principe, bien mieux qu'un procédé, la surprise est la véritable création du stratège, une sorte d'antirègle, le bouleversement décisif vers lequel doit être tendu, inconsciemment peut-être, mais toujours, l'esprit du chef de guerre. Peut-être, après tout, l'économie des forces est-elle un précepte si général qu'il englobe la surprise comme *le moyen le plus économique*. Mais son efficacité, comme son caractère spécifiquement *fantaisiste*, m'incitent à maintenir la surprise en marge, sel de la stratégie et subconscient du décideur, visant sans cesse autre chose que ce que l'ennemi attend. Notons au passage que la surprise est tout à fait méchante. Elle est diabolique. Elle se nourrit des conventions dont elle fait fi et qu'elle dévore, elle bouscule les lois de la guerre, elle fait scandale et met en mauvaise posture l'honnête homme.

Terminons ce chapitre des principes par une note optimiste: le champ d'action de cette théorie réduite, économie des forces plus surprise, est fort vaste. Cette théorie s'applique non seulement à la stratégie d'emploi – qui va nous occuper maintenant – mais aussi à la conception des moyens matériels de la guerre. Ce qui justifie pleinement l'expression de «stratégie génétique» par laquelle on désigne souvent ces opérations du temps de paix.

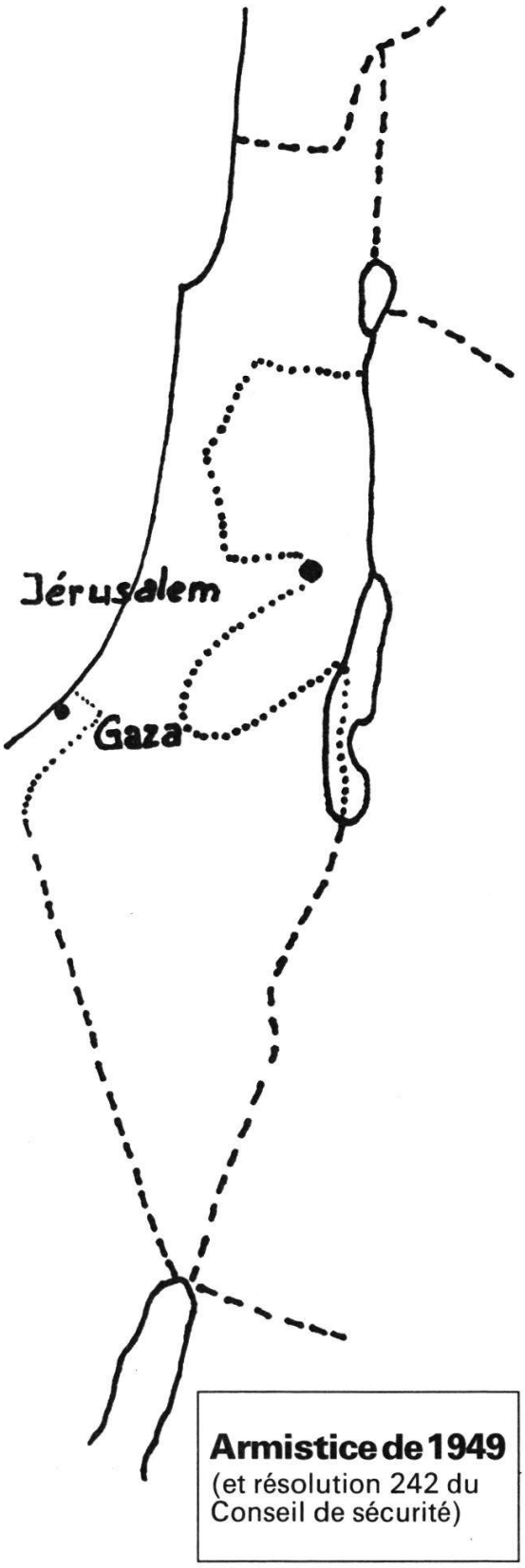
## II. Illustration: les guerres israélo-arabes de 67 et 73

L'application de notre théorie aux deux guerres de 67 et 73 peut prêter à sourire: cela sent le schéma et la preuve *a posteriori*. Mais il se trouve que ces deux guerres sont vraiment exemplaires, aussi bien par la clarté des stratégies décidées que par l'imprévu auquel il a fallu, dans l'action, faire face.

Les cartes annexées rappellent le cadre de ces deux conflits. Elles montrent à l'évidence quelles seront les préoccupations des stratèges des deux camps. Pour l'Israélien encerclé dans ses frontières de 1949, étroites et fragiles, toute surprise initiale serait fatale. L'économie de ses forces visera, dans toute la mesure du possible, à balancer son effort principal entre ses trois adversaires directs que sont l'Egypte, la Jordanie et la Syrie. Pour l'Arabe, à l'inverse, surprise initiale et concentration des efforts sont les conditions du succès. L'une et l'autre supposent l'unité de commandement entre les alliés. Or nous allons voir que, si ces choix idéaux sont simples, leur application ne l'est pas et que les Arabes en 67, les Israéliens en 73, en ont fait la douloureuse expérience.

### a) Guerre des Six Jours, juin 1967

C'est évidemment le déclenchement d'un conflit qui offre aux belligérants la première et souvent déterminante occasion de surprise. Déloyauté bien sûr, selon les conventions courtoises de la nécessaire «déclaration de guerre». Le déclenchement du conflit de 67 est bizarre. L'initiateur du conflit n'est pas évident. Si les encouragements donnés par les Syriens aux terroristes palestiniens, la concentration des forces égyptiennes dans le Sinaï à partir du 14 mai, la demande de retrait des forces de contrôle présentée à l'ONU par Nasser (retrait effectif le 18 mai), l'occupation enfin de Charm el Cheikh et le blocus du détroit de Tiran désignent les Arabes comme agresseurs, on peut se demander si leur «agression» a été vraiment délibérée et s'il n'y a pas eu là un enchaînement quelque peu subi, la supériorité militaire israélienne étant manifeste. Quoi qu'il en soit, les Arabes n'ont, on le voit, nullement joué la surprise initiale. Au contraire, la guerre paraissant inévitable, il s'agissait seulement de savoir qui serait le premier prêt. On




sait que ce furent les Israéliens et que ce sont eux qui se sont assuré la surprise initiale effective par la destruction au sol, le 5 juin, de l'aviation égyptienne. Surprise de décision stratégique, surprise tactique aussi, avec une approche par la mer et un 180° vers l'est. Voilà pour la surprise initiale.

Voyons maintenant l'économie générale des forces.

L'économie pratiquée par le camp arabe n'était, *en théorie*, pas si mauvaise – si on excepte le fait, à vrai dire majeur, de l'engagement antérieur de l'Egypte au Yémen [2]. Le commandement était unifié depuis 1964 et le plan prévoyant l'attaque simultanée sur les trois fronts était une concentration totale des efforts. *Mais* l'unité de commandement n'était que théorique et les Arabes, on l'a vu, ont abandonné aux Israéliens le bénéfice de l'action préemptive. Dès lors ceux-ci, débarrassés de l'aviation égyptienne, ont été à l'aise pour réaliser une économie des forces «comme à l'école»: faire l'effort principal au Sinaï (3 divisions); contenir l'éventuelle poussée syrienne; faire l'impasse sur la Jordanie, en se contentant d'une couverture légère.

Dans l'exécution, et sur les trois fronts, les Israéliens ont fait la démonstration de leur maestria, jouant, toujours comme à l'école, de la mobilité et de la souplesse, créatrices de l'inattendu, c'est-à-dire de la surprise.

[2] Depuis le coup d'Etat de septembre 62, l'armée égyptienne est engagée au Yémen contre les partisans de l'Imam. Elle y enverra jusqu'à 60 000 hommes. En 67, elle y est toujours empêtrée.

— Au Sinaï, on décide de rompre d'abord le pivot nord de la défense égyptienne. Action du fort au fort mais, pour y parvenir, on s'infiltre par un couloir de dunes réputé infranchissable: action du fort au faible. Rupture faite, on exploite vers le sud-ouest, débordant ainsi les forces ennemies du sud. On pousse enfin sur le canal, action décisive correspondant au but «politique» essentiel. Chemin faisant, on active les choses par des coups aéroportés, forme d'action spécifiquement «inattendue»: sur les batteries d'artillerie d'Abou Dagheyla (*droit au but*) sur le col de Mitla.

— En Jordanie, on est contraint, *contrairement au plan*, d'attaquer dès le 6 (le front du Sinaï, bien engagé, le permet), pour museler l'artillerie qui tire sur Tel-Aviv et les bases aériennes. On y mène un combat *à front renversé* qui amène le succès en 48 heures.

— Enfin, le 9, on se retourne contre la Syrie avec les mêmes principes d'encerclement et le même succès.

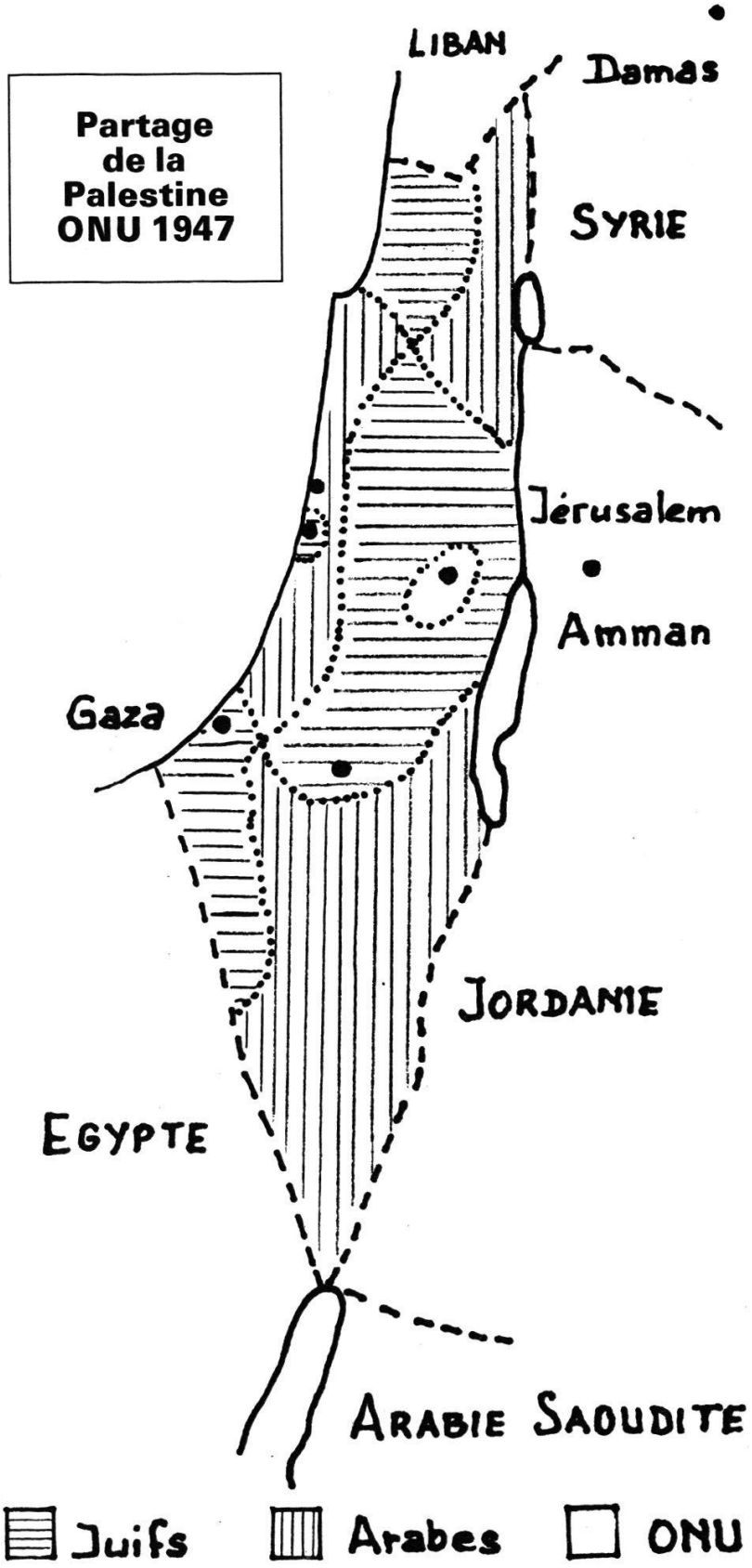
Bien entendu les enseignements doivent être tempérés: c'est trop beau et sur un théâtre d'opérations bien particulier.

Il reste qu'on a là, poussée à un point de perfection rare, l'alliance efficace de l'économie des forces et de la surprise. Et que la perfection de la théorie (des décisions) se double, ce qui est mieux encore, de la perfection dans l'exécution. C'est que l'armée israélienne bénéficie d'une extraordinaire rencontre: la technique la plus moderne, la rudesse la plus traditionnelle et une cause à défendre qui se passe de tout commentaire.

Si enfin, anticipant sur ce que nous aurons à examiner dans la dernière partie, nous nous élevons de la stratégie proprement dite aux buts de guerre, ou au moins aux résultats de celle-ci, nous voyons qu'Israël a profité du conflit – c'est le terme qui convient – pour conquérir trois «marches», Golan, Cisjordanie, Sinaï, correspondant aux objectifs ultimes atteints par son armée et qui accroissent singulièrement sa sécurité, face à ses trois adversaires directs. Epilogue en forme de guerre de pure conquête.

### b) Guerre du Kippour, 6-23 octobre 1973

Ce second conflit est, dans une large mesure, l'antithèse du précédent. Cette fois, la surprise initiale a joué très clairement en faveur des Arabes, infiniment mieux préparés qu'en 1967. Surprise politico-stratégique, bénéficiant de la situation de crise permanente – particulièrement lassante – que vit Israël et d'une erreur d'appréciation, à l'échelon politique, des indices pourtant bien relevés par les services de renseignement. Surprise tactique aussi par l'excellence des préparatifs égyptiens de franchissement du canal. Surprise technique, enfin, par l'efficacité de l'armement soviétique, antiaérien (SAM 6, 7 et RPG 7) et antichar (Sagger): c'est, comme on l'a dit, à cette révélation de l'«anti» qu'est dû le massacre initial des forces aériennes d'Israël, comme l'échec de la charge de


Partage
de la
Palestine
ONU 1947
LIBAN
Damas
SYRIE
Jérusalem
Amman
Gaza
JORDANIE
EGYPTE
ARABIE SAOUDITE
Juifs
Arabes
ONU

ses trois brigades lancées en contre-attaque sur le canal.

L'économie des forces, revenons-y toujours, a été infiniment mieux réalisée par les Arabes qu'en 67, la Syrie et l'Egypte ayant synchronisé leurs offensives initiales. Surpris avant mobilisation, attaqués au nord et au sud, les Israéliens se sont trouvés les deux premiers jours au bord de la défaite. Mais, pour des raisons qui restent floues, Sadate n'a pas poursuivi son succès intial avant le 14, et les Israéliens, passée la surprise, nous ont donné une nouvelle leçon de stratégie, cette fois adaptation éclair aux circonstances imposées par l'adversaire.

— Première réaction: réaménagement instantané d'une mobilisation dont la planification était totalement dépassée. En deux jours, l'opération est réalisée, dans ce qu'on pourrait appeler «une pagaille opérationnelle».

— Deuxième réaction: sacrifice efficace des 170 chars israéliens disponibles au nord, face aux 1000 chars syriens. Les 6 et 7 octobre, 150 chars israéliens sont détruits, mais 800 syriens. C'est à la fois le type du sacrifice utile et du combat d'initiative aux petits échelons, une mêlée de chars qui illustre parfaitement «l'au diable les principes!» cité plus haut.

— Troisième réaction: la plus scolaire, *la manœuvre*. D'abord, et encore, l'économie des forces.

1. Impasse sur le Sinaï, après l'échec de la première contre-attaque (impasse facilitée par la stagnation égyptienne); couverture face à la Jordanie; effort face à la Syrie du 8 au 14. Le 13, on est à Saasaa, à 35 km de Damas.

2. Balancement des forces, surprenant de rapidité, les 12 et 13, vers le Sinaï. Opération qui tombe juste, car c'est le 14 que l'armée égyptienne, enfin, déclenche sa seconde offensive.

3. Concentration de l'effort sur le canal pour y créer l'événement décisif.

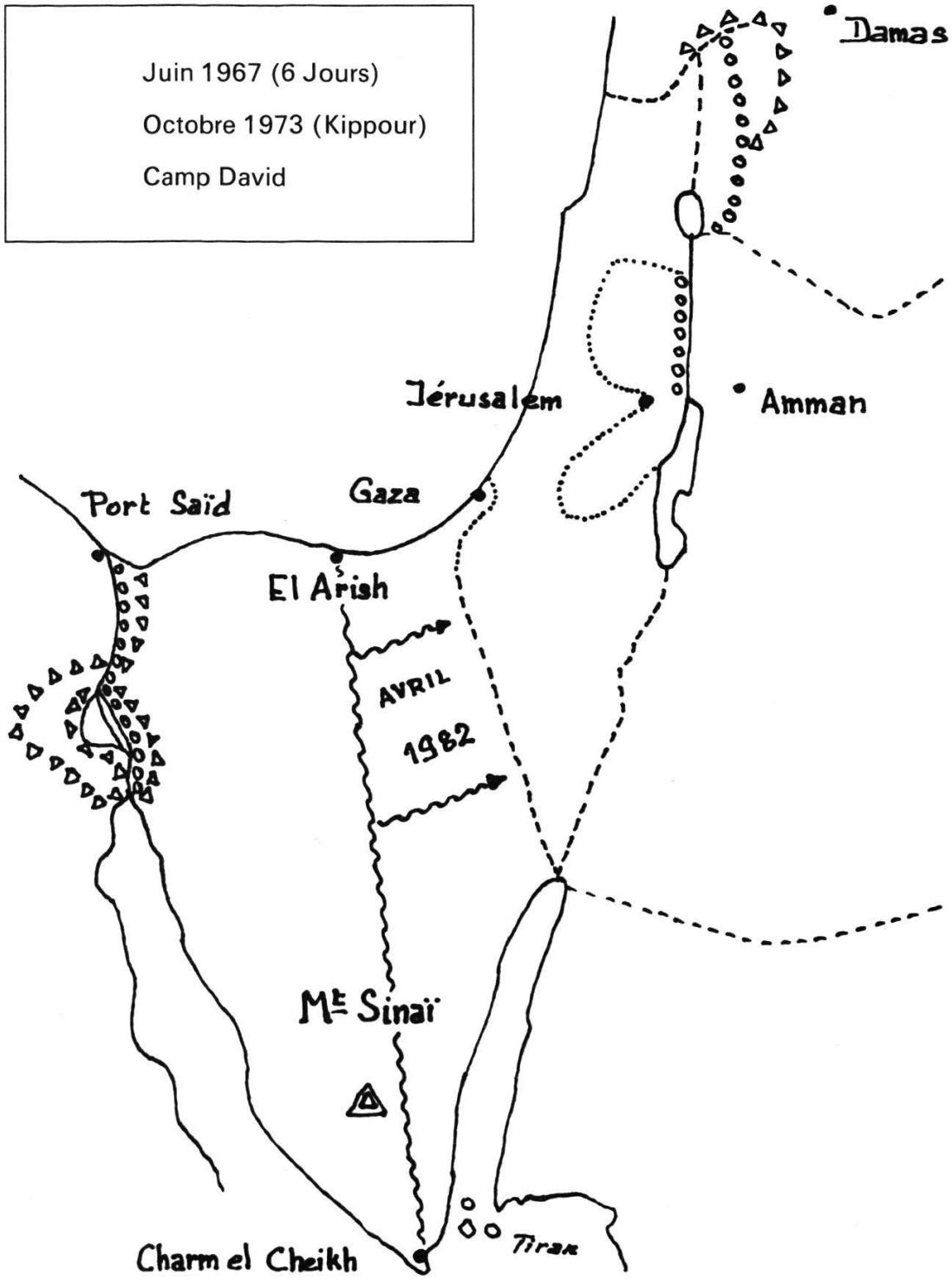
Descendons maintenant à l'échelon de la bataille du Sinaï. Trois idées paraissent avoir guidé les Israéliens.

1. Faire face confusément faute de mieux (nouvelle mêlée de chars) à l'offensive égyptienne du 14.

2. Aller (à nouveau *droit au but*) chercher les SAM où il se trouvent, c'est-à-dire par une manœuvre à terre, singulier retournement de l'appui aérien.

3. Gagner de vitese la diplomatie en s'assurant in extremis un gage politiquement négociable.

Dans l'exécution – et il y a là, on le sait, la marque du général Sharon – on fait un effort sur le point faible ennemi, à la charnière (koweïtienne) des deux armées, dans la zone du Déversoir, mais en créant la surprise par de fortes diversions au nord et au centre. L'action principale, bien que principale voire pour cela même, est menée avec discrétion, dans le style infiltration, sans formalisme, comme le montre l'usage (immoral bien sûr) de 7 chars camouflés égyptiens chargés de trouver les sites des SAM. Entamée le 15, elle ne sera décelée que le 17, alors


Juin 1967 (6 Jours)
Octobre 1973 (Kippour)
Camp David
Damas
Jérusalem
Amman
Port Saïd
Gaza
El Arish
AVRIL
1982
Mt Sinaï
Charm el Cheikh
Tiran

que 2 brigades blindées et une brigade para sont déjà à l'ouest du canal.

Bien sûr, cette manœuvre osée se paie et il a fallu combattre durement face aux contre-attaques égyptiennes cherchant, et fort bien, à couper la pointe avancée israélienne. On tiendra, et ainsi on pourra se lancer à la fois pour menacer Le Caire et encercler la 3e armée, se mettant de la sorte en bonne position au moment du cessez-le-feu, qui interviendra le 23.

De cet admirable ensemble stratégique, réalisé non d'initiative mais en réaction à l'initiative ennemie, il faut retenir: l'agilité qui permet de rattraper la surprise initiale; l'économie des forces *organisée* à l'échelon le plus élevé; l'adaptation hardie et musclée aux échelons subordonnés: un alliage intime de très larges conceptions d'ensemble et d'initiatives d'exécutants, traits qui sont le propre d'une armée d'un haut niveau technique, culturel, physique et moral.

## III. La pratique de l'action: La boîte à outils du décideur

Les principes de la guerre peuvent donc se réduire à une formulation riche sans doute, mais brève. Et nous avons entrevu que la complexité du milieu guerrier et le jeu des antagonistes faisaient de l'application de ces principes le véritable art. Entre les grands principes, simples mais théoriques, et l'obscur foisonnement du réel hostile, se situe le problème des exécutants de tous les niveaux, celui de *la décision*. Que faire et que faire pour gagner? A côté des principes, y a-t-il des méthodes pour aider le décideur dans sa tâche? Oui, bien sûr, il y a des méthodes dites de raisonnement, qu'on enseigne dans les écoles et il y a aussi pour collaborer avec le chef ses auxiliaires réunis en état-major.

Le chef et son état-major: couple déséquilibré mais exemplaire de l'action militaire et qui éclaire la vraie nature de la décision. Qu'est-ce au fond, au fond du fond, que la décision? Le «pif» [3] et pas autre chose, si l'on veut bien admettre que la *décision* véritable ne s'applique qu'à ce qui n'est pas mathématisable. Mais que les paresseux ne se réjouissent pas trop tôt, car la théorie de la décision-pif ne les favorise guère. Il importe en effet que le pif ne s'exerce pas prématurément et qu'il n'intervienne que lorsque tous les éléments raisonnables ont été raisonnés, tous les éléments mathématisables mathématisés, ce qui est un bien grand travail. Le partage est dès lors théoriquement clair: la besogne, qu'on appelera plus noblement délibération, est le propre de l'état-major. La décision, part divine de la création stratégique, est le propre du chef.

Cette séparation des tâches, et cette part divine jettent une lumière grandiose sur le personnage du décideur à la guerre. Si on a mis si haut, et de tous temps, dans les armées, le chef et singulièrement ses qualités de carac-

[3] Si «pif» choque, on y substituera flair, ou intuition, ou génie.

tère, c'est en premier lieu à cause du pouvoir que, *nolens volens*, il détient sur la vie et la mort des hommes. Mais c'est aussi, précisément, parce qu'il a la responsabilité de la décision-pif, de cet acte *décisif* où l'intelligence n'a plus de part, où, la réflexion ayant été menée à son terme, l'esprit se tait – horrible scandale – et cède la parole au seul caractère. Instant tragique, dont Plutarque a immortalisé la grandeur: «Enfin, comme ceux qui se précipitent du haut d'un rocher dans un abîme profond, *il fit taire le raisonnement* et *s'étourdissant sur le danger* il dit à haute voix ‹Le sort en est jeté!› Aussitôt, passant le Rubicon, il marcha avec tant de diligence qu'il était à Ariminium avant le jour.»

Revenons sur terre, à savoir au modeste et besogneux état-major. Il va de soi que, dans les écoles militaires, ce n'est pas tant la décision au sens strict qui occuper l'élève studieux que sa préparation. Au demeurant, on sait que, si le partage des tâches entre chef et état-major est tout à fait réel aux hauts échelons, en bas de l'échelle – disons au-dessous du régiment – c'est en fait le même bonhomme qui pèse ce qui peut être pesé (qui «élabore») et qui décide. Sans entrer dans le détail des méthodes de raisonnement tactique ou d'appréciation de situation, on se contentera de souligner ici trois points.

1. La décision ou l'action stratégique consiste à passer d'une situation donnée à une situation voulue (rappelons-nous la définition de Castex). Ce passage implique un *processus*, dans l'espace et dans le temps, qui est la création du décideur. Il découpe l'espace et le temps en actions composantes, simultanées ou successives, toutes orientées vers le but final. La définition de ce but, en principe contenu dans la mission reçue, et sa compréhension sont de première importance. C'est vers lui que tend sans cesse l'esprit du chef et c'est lui-même qui, en quelque sorte, règne sur un ensemble de buts secondaires et temporaires. Ainsi, dans la guerre du Kippour, le but du commandement israélien (ou à lui fixé) était de saisir, au-delà du canal, un gage significatif. But secondaire, mais condition du principal, détruire la défense antiaérienne. But tertiaire, mais essentiel à l'échelon du général Sharon, se saisir d'un passage dans la zone du Déversoir et le tenir, etc. Notons au passage que c'est à partir de ce processus, qui amène au but final à travers un certain nombre de buts intermédiaires, ou de détours, qu'il importe de définir ce que sont stratégies directes et indirectes. Sur ce concept, ambigu au sens propre, Sun Tse a eu de brèves mais définitives paroles [4].

2. *Le processus de raisonnement* doit refléter le processus d'action qu'il

[4] Sun Tse ne parle pas d'action principale et d'action secondaire mais de la force «extraordinaire» (ch'i) et de la force «normale» (chang). Ce concept englobe celui d'action principale/secondaire et celui de stratégie directe/indirecte. «Au combat seules existent la forme normale et la force extraordinaire, mais leurs combinaisons sont illimitées; nul esprit humain ne peut les saisir toutes.»

préfigure, être comme lui tendu vers le but à atteindre. Il faut rejeter les analyses, fastidieuses et stériles qui ne seraient pas orientées vers la décision à prendre. Le raisonnement lui-même doit être opérationnel.

3. Le décideur – et son état-major – n'est pas si démuni qu'il le paraît. Les matériaux dont il dispose ne se réduisent pas aux vastes principes dont nous avons parlé. Le combat qu'il s'apprête à mener, les unités et les armements qui sont les siens (et ceux de l'ennemi) ne sont pas si nouveaux: des règlements existent, qu'il connaît, évaluant les possibilités des moyens et décrivant les scénarios types de telle et telle forme d'engagement. C'est en fait de la confrontation des principes – simples, mais sur lesquels il a longuement médité –, des règles du bon soldat – qu'il a étudiées avec passion – et des particularités de la situation du moment que naîtront les solutions possibles entre lesquelles le chef, par son pif ou son génie, choisira.

Ainsi, à l'issue de cette brève réflexion sur la décision, nous sommes en mesure de présenter la «boîte à outils» du stratège:

— **Trois éléments** (quelques principes vastes et simples, les «modes d'emploi» des moyens dans des situations types, les particularités de la situation du moment):

— combinés grâce à une **méthode de raisonnement** aboutissant à une ou des solutions possibles (*élaboration*);

— que le chef choisit et aménage selon son **bon vouloir** (*décision*).

## IV. Politique et stratégie: Révolution du XXe siècle

Nous sommes restés jusqu'à maintenant à l'intérieur de la stratégie. Nous l'avons considérée comme obéissant à ses propres lois. Mais nous savons bien qu'elle n'est pas faite pour l'amusement des stratèges et qu'elle vise des buts politiques: c'est même ainsi que nous l'avons, au début, définie.

On connaît la célèbre formule de Clausewitz, «la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens». Et aussi sa fondamentale distinction entre la guerre abstraite, théorique, dont la logique est d'aller jusqu'au bout de ses moyens, et la guerre concrète, réelle, qui est, elle, toujours limitée par de multiples contraintes, dont les principales sont – ou devraient être – politiques. C'est évidemment à l'échelon du chef militaire suprême que se situe l'interface politique stratégie: pour lui le but politique visé et les contraintes qu'il lui impose constituent sa mission au sens large.

But politique, la conquête par Israël en 67 des trois marches de l'Etat. But politique encore, en 73, la prolongation précipitée des combats au-delà du canal pour s'assurer une position diplomatique favorable. A l'inverse, prudence politique, *peut-être*, que celle de Sadate n'exploitant pas son succès initial sur le canal: la réussite diplomatique ultérieure lui aurait donné raison. Autre limitation politique,

celle par laquelle Saddam Hussein, en 1980, ne pousse pas non plus ses avantages des premières semaines en Iran; et l'on sait que pour les retenir, il a dû agir vigoureusement contre ses généraux. Enfin l'opération israélienne «Paix en Galilée» de l'été 82 est rien moins que classique: on pourrait y voir une manœuvre de police internationale, directement «politique».

Et aujourd'hui nous avons sous les yeux un exemple presque caricatural, en tout cas extrême, du lien politique stratégie, avec les bizarres interventions des forces dites de paix au Liban et au Tchad. Dans cette alliance contre nature de la force et de la passivité, le militaire est l'instrument direct mais immobile de la diplomatie. La force y vaut moins par elle-même que par le symbole qu'elle constitue. Mais symbole de quoi? D'une force plus grande dont celle-ci n'est que l'avant-garde ou de la nécessité de la paix! Là est la question.

Si la politique a toujours pesé sur la stratégie, son poids s'est considérablement accru à notre époque, le dernier exemple évoqué le montre, peut-être à l'excès. Ce n'est pas seulement la volonté des dirigeants, la force des choses y pousse aussi, je veux dire le progrès technique. C'est ainsi que les possibilités quasi instantanées de diffusion des informations, tant dans la chaîne hiérarchique que vers l'opinion publique nationale et internationale, oblige le politique à tenir étroitement en mains la stratégie, c'est-à-dire les chefs militaires. On notera cependant que la considération de l'opinion publique est très variable selon les pays et les régimes, et on pourra en déduire d'importantes réflexions sur les dissymétries qui en résultent.

Autre conséquence du progrès technique, la localisation des industries d'armement et celle de la simple richesse financière donne aux grandes et mêmes aux moyennes puissances des moyens de pression très concrets sur les puissances mineures dont elles équipent les forces. Cet aspect des choses est très clair dans les conflits israélo-arabes que nous avons examinés. Il ne l'est pas moins au Tchad, où en ce moment même la France et la Libye jouent, à côté de la présence ou de l'intervention de leurs propres forces armées, un rôle de régulation des combats par la fourniture d'équipement à l'une et à l'autre partie tchadienne.

Mais ces aspects nouveaux des rapports de la politique et de la stratégie apparaissent pourtant futiles en face du grand bouleversement qu'il faut bien évoquer, fût-ce brièvement. Curieusement, deux phénomènes tout à fait opposés, l'extension de l'idéologie politique d'une part, l'arme nucléaire de l'autre, aboutissent au même résultat: dictature de la politique sur la stratégie, ou du moins symbiose des deux domaines.

Sur le premier point, on se bornera à rappeler que l'idéologie marxiste-léniniste sous-tend la guerre révolutionnaire. Or, cette guerre-là est lutte pour une pseudo-vérité, la guerre

elle-même est vérité. La politique s'efface derrière uns stratégie totale qui se nourrit elle-même.

Avec l'arme nucléaire, c'est à l'inverse, la puissance des armes dévoilant l'inanité de la guerre qui condamne la formule clausewitzienne: aucun but politique n'est à la hauteur d'un tel moyen de puissance. De ce constat se déduit la théorie défensive de la dissuasion, stratégie à l'envers, stratégie de la non-action. La manœuvre unique vise la crédibilité, manœuvre pour faire croire, afin que rien n'advienne. Antistratégie encore, la centralisation totale à laquelle oblige la puissance et l'instantanéité des moyens. Politique, stratégie, tactique se confondent et sont dans une main unique, celle du chef de l'Etat. Concentration caricaturale des efforts, unité d'action parfaite, bataille unique réduite à un seul geste, voici la guerre abstraite selon Clausewitz soudain concrétisée. Par-là même, guerre impossible.

*

* *

Revenons, pour finir, à nos débuts. On a annoncé le flou du domaine stratégique. Et pourtant, tout au long de notre réflexion, nous nous sommes efforcés de le clarifier. Cette contradiction, c'est l'essence du métier militaire. On a opposé, parlant de l'acte de guerre, l'élaboration de la décision, exercice d'intelligence, et la décision elle-même, rupture insaisissable où l'intelligence s'efface devant le caractère. Ce rôle déterminant de la volonté, le privilège qu'elle a, dans la nécessité, d'imposer silence à l'esprit et de clore sans raison le débat justifie les bravaches et les paresseux et décourage l'analyste soucieux de n'agir qu'à coup sûr. C'est bien pourquoi, il nous faut sans cesse résister aux séductions de l'action irréfléchie. En temps de paix, notre devoir est d'étudier avec sérieux tout ce qui, de ce fuyant objet qu'est la stratégie, peut être saisi et d'échafauder des théories, fussent-elles branlantes. Dans la guerre, nous nous livrerons tant bien que mal à l'analyse fiévreuse et bousculée qui prépare l'action, toujours pressante. Alors seulement viendra l'ultime et infinitésimal moment de la décision et entrera en scène l'inquiétante et reposante volonté.

C. L. B.

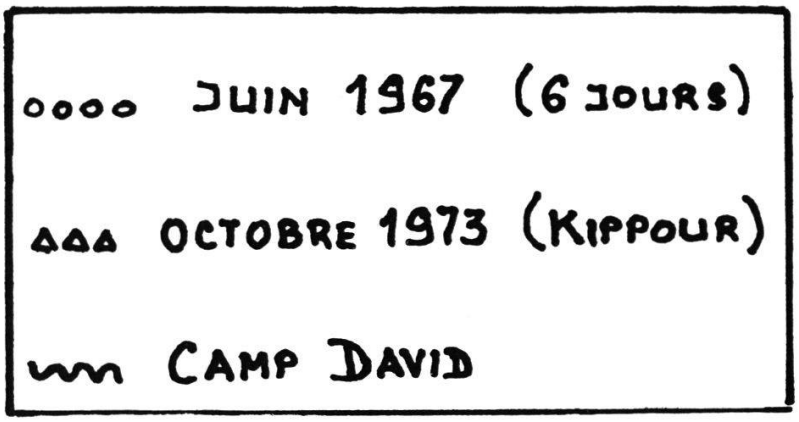
Cartes extraites de *Le Moyen-Orient du XX^e^ siècle* de J.-P. Derricmuic, Armand Colin, 1980.

adeptes de conceptions qui nient les évidences!

Ainsi, dans le domaine des exportations d'armes (et dans d'autres encore), il est devenu indispensable d'opérer un énergique retour au bon sens. La simple raison, d'une part, les intérêts généraux du pays, d'autre part, l'exigent expressément. Comment pourrait-on encore en douter quand on voit les socialistes français eux-mêmes nous rappeler que le renforcement de la défense d'un pays industrialisé passe par la mise en œuvre d'une politique systématique d'exportations d'armes?

Cela n'est ni moral, ni immoral, ni amoral. Car il s'agit là tout simplement d'une nécessité impérieuse à laquelle doit se plier tout peuple qui veut vivre et survivre. Le nôtre doit le comprendre, mais à condition, bien sûr, que nos autorités aient la tenace volonté de le lui faire comprendre! Ce qui n'est peut-être pas absolument certain.

L. de M.

## Rectification

La légende de la carte de la page 68 de notre livraison de février (article du général Le Borgne) doit être complétée comme suit: